

Les privilèges sortent Du bois

Bureau Central, le 27 juillet 2015 - N° 15/15

Frédéric Gagey a été auditionné par la Commission du développement durable de l'Assemblée Nationale le 15 juillet 2015 où il a présenté la situation de l'entreprise, un bilan de TRANSFORM et des projections pour l'avenir de notre Compagnie.

Ceux qui s'intéressent à l'actualité d'Air France pourront visionner cette intervention à l'adresse :

<http://videos.assemblee-nationale.fr/video.6994.commission-du-developpement-durable-audition-de-m-frederic-gagey-pdg-air-france-15-juillet-2015>

Plusieurs sujets nous ont alertés. Certains députés qui connaissent peu le dossier s'en tiendront uniquement à la vision de notre Président Directeur Général. Or l'expression des salariés mérite aussi d'être entendue.

Les quelques députés qui rencontrent les organisations syndicales ont une vision plus large et une meilleure maîtrise des enjeux du transport aérien, mais leur capacité d'influencer le Gouvernement fait parfois défaut. L'intervention en commission de la députée Françoise Dubois ne manquera pas de vous surprendre. Commencer ses questions à notre PDG, au nom des « usagers particuliers » qui s'interrogeraient sur nos facilités de transport nous interpelle au plus haut point. Face aux difficultés auxquelles est confrontée la Compagnie, évoquer des solutions comme la suppression des GP est réducteur et démontre le manque de maîtrise du sujet. Nous nous sommes adressés à cette parlementaire par un courrier que vous trouverez au dos de ce tract.

Nous sommes convaincus qu'une autre approche est nécessaire et que les seuls efforts des salariés ne permettront pas de sauver Air France. Ne pas le dire serait tromper les salariés et les représentants de la Nation sur les enjeux réels pour notre Compagnie, et plus largement pour le transport aérien français et européen. Nous partageons avec le député Leroux (auteur d'un rapport sur l'avenir du transport aérien dans notre pays) le constat qu'il y a « urgence à agir » même si nous pouvons diverger sur certaines solutions qu'il préconise. Nous sommes demandeurs d'un Etat plus en phase avec ses responsabilités de premier actionnaire qui aide au rétablissement de la santé économique et financière de notre Compagnie. N'en déplaise aux détracteurs qui tentent de saborder par tous moyens médiatiques l'image d'Air France auprès de l'opinion publique, les salariés d'Air France ont déjà réalisé des efforts très conséquents. Leur volonté de sauver l'entreprise ne saurait être mise en cause.

Le syndicat Force Ouvrière tient à rappeler le poids important d'Air France dans le tissu économique et social de notre Nation. L'entreprise est responsable de nombreux emplois directs et indirects. Elle génère des recettes directes et indirectes importantes qui alimentent l'économie de la Nation. Il est important de le rappeler à nos élus.

Notre syndicat mènera « cette bataille » pédagogique. Il nous semble que tous salariés attachés à notre Compagnie et son contrat social doivent se mobiliser car nous ne ménageons pas nos efforts pour sauver nos emplois.

Donnez un sens à vos efforts, interpellez votre député !

Vous pouvez le contacter dans sa circonscription ou par mail sur le site de l'Assemblée Nationale. Il suffit d'aller sur ce lien : <http://www.assemblee-nationale.fr/qui/> et de chercher votre député afin de lui écrire.

Ceux qui désirent décrire leur expérience personnelle au sujet de nos GP que Madame Dubois présente comme des « privilèges » peuvent le faire en se rendant sur ce lien :

http://www2.assemblee-nationale.fr/deputes/fiche/OMC_PA608718

Il va de soi, qu'il convient d'être le plus précis, le plus concis et le plus courtois possible pour être lus même si vous avez été choqués par sa question.

Madame la Députée,

Nous avons regardé avec attention la vidéo de l'audition de Monsieur Frédéric Gagey le 15 juillet 2015 par la Commission du développement durable. Il s'avère que cette vidéo a permis « aux images de sortir de la salle ». Madame la Députée, nous ne lancerons aucune polémique sur la notion de « **privilèges** » dont bénéficient nombre de concitoyens de notre pays, par leur emploi ou leur mandat électif.

S'étonner de ne pas voir les privilèges des salariés d'Air France remis en cause alors qu'un large plan d'économie est lancé, et au lendemain d'efforts de productivité considérables, est réducteur et nous laisse à penser que ce dossier ne vous est pas familier.

C'est pourquoi nous vous informons que nous sommes tout à fait disponibles pour répondre à vos questions et vous éclairer sur notre vision de la situation de l'Entreprise, les risques sur les emplois directs et indirects et les enjeux pour la Nation.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Députée, l'expression de nos sincères salutations.

Christophe Malloggi

Secrétaire Général

Syndicat Général Force Ouvrière Air France

Christophe Malloggi
Secrétaire Général